

Des estomacs vides dans un monde d'abondance

Partage international n° [141](#) - Mai 2000

par Peter Rosset

Avec la naissance qui a porté le chiffre de la population mondiale à six milliards, il est opportun de réfléchir sur notre capacité collective à nourrir l'ensemble de l'humanité.

La distribution alimentaire est une priorité, que nous vivions en Asie, qui détient le triste record de la malnutrition ; en Afrique, où la production vivrière a pris un énorme retard ; en Amérique latine, où l'extrême inégalité provoque une famine croissante ; ou encore aux Etats-Unis, où se trouvent le plus grand nombre d'affamés pour un pays industrialisé.

Le lien entre la croissance démographique et la faim est le centre de débats passionnés depuis que l'économiste britannique Thomas Malthus a publié son *Essai sur le principe de population*, en 1798. Dans ce dernier, il soutenait que la population croissant de manière exponentielle (très rapidement) et la production de nourriture progressant selon un mode arithmétique (donc plus lentement), nous nous acheminions inévitablement vers la pénurie et la famine. L'Histoire n'a cependant pas démontré la validité de cette théorie : au cours des trente-cinq dernières années, la production alimentaire mondiale par habitant a dépassé de 16 % la progression démographique. Aujourd'hui, chaque personne dispose en principe de plus de nourriture qu'à aucun moment dans l'histoire de l'humanité. Pourtant, selon les Nations unies, le monde compte actuellement plus de 800 millions d'affamés. La meilleure estimation du ministère de l'Agriculture américain reconnaît que 36 millions d'affamés vivent sur le territoire des Etats-Unis, qui est de loin le pays le plus riche et le plus gros exportateur alimentaire de la planète.

Concernant ce que l'on nomme parfois l'« insécurité alimentaire », il est clair, en dépit des écarts statistiques, que trop d'êtres humains ne mangent pas à leur faim, et cela bien trop souvent pour qu'on puisse le justifier selon quelque critère que ce soit. Dans une ère d'abondance croissante, alors que nous disposons de technologies censées accomplir des miracles, comme la production de nourriture

synthétique et la manipulation génétique, pourquoi la faim continue-t-elle à régner dans un monde aussi prospère ? La réponse réside dans le mode de gestion de l'industrie alimentaire mondiale et dans la répartition de cette abondance.

La surproduction

Aux Etats-Unis, des gens ont faim parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer à la fois leur nourriture et leur logement. Un emploi à plein temps au salaire minimum ne permet pas de couvrir les besoins élémentaires d'une famille de quatre enfants, l'obligeant à choisir entre nourriture et logement. C'est ainsi que, des familles avec enfants dont un ou plusieurs membres travaillent constituent une part sans cesse croissante des consommateurs des soupes populaires et des innombrables sans-abri. Cette situation coexistant avec une économie florissante, il y a matière à enseignement sur le développement de la faim dans un environnement d'abondance matérielle.

Les pays en développement entretiennent un schéma similaire : la majorité de la population est trop pauvre pour accéder aux produits de sols pourtant fertiles. Un des problèmes les plus graves que doivent affronter les agriculteurs de la planète est la surproduction, qui entraîne la chute des prix.

Face aux pays surpeuplés et affamés comme le Bangladesh, il existe des pays de moindre densité comme le Brésil et la Bolivie, où la faim persiste malgré de grandes capacités de production vivrière. Tous les pays possèdent des ressources suffisantes pour nourrir leur population, mais les politiques de libre échange ont façonné un monde où ces ressources sont détournées de cet objectif.

La nourriture s'écoule des pays pauvres de l'hémisphère Sud vers les consommateurs bien nourris de l'hémisphère Nord. Dans ces pays riches, comme aux Etats-Unis, les citoyens pauvres subissent le même sort que leurs congénères du Sud.

Le problème n'est certainement pas une insuffisance de capacité de production, et les succès de l'ingénierie génétique ne mettront pas un terme à la sous-alimentation. La vérité est que le système est contrôlé par une poignée d'individus qui n'obéissent qu'à la loi du profit, à une économie mondiale où les objectifs égoïstes vont à l'encontre des droits

humains les plus élémentaires.

Le droit à une nourriture suffisante

En 1948, à l'instigation de Franklin et Eleanor Roosevelt, les Nations unies ont adopté la Déclaration universelle des Droits de l'homme, qui garantit le droit à une nourriture suffisante et à un salaire décent pour tous. L'application de ces normes internationales ne signifie pas que les gouvernements doivent prendre les gens en charge, les nourrir et leur verser une rente, mais plutôt qu'ils sont tenus de favoriser l'égalité et la justice, et de dissuader toute politique préjudiciable aux droits fondamentaux. Toujours selon ces principes, les politiques intensives qui entraînent la ruine et l'exode rural, ou subventionnent la mécanisation au détriment de la main-d'œuvre, sans projet alternatif pour la masse des travailleurs qu'elles font basculer dans le chômage, doivent être bannies. Il faut, au contraire, promouvoir le développement économique et la création d'emplois à l'échelon local. De même, on doit supprimer le décalage entre l'évolution des revenus minimaux et l'inflation, tel qu'il existe depuis plusieurs décennies aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, pour nourrir les six milliards d'êtres humains, et ceux qui naîtront dans le futur, nous devons réformer l'ensemble du système de production et de distribution alimentaire et faire des droits fondamentaux notre objectif prioritaire. Dans la mesure où la faim est la conséquence de choix unilatéraux et non le fait de la fatalité, il est possible d'atteindre cet objectif. Ce projet n'est pas plus utopique que l'abrogation de l'esclavage, il n'y a pas si longtemps de cela.

Réduire les inégalités

Freiner la croissance démographique n'est pas en soi une solution. Les changements qui contribueraient à une juste distribution de la nourriture – à savoir la démocratisation de l'économie et l'émancipation des femmes – sont les véritables clés du contrôle de la

natalité, la finalité étant de réaliser l'équilibre entre l'espèce humaine et son environnement naturel.

L'éradication de la faim ne passe pas par la destruction de la nature ou la production d'une nourriture douteuse. Nous avons pu constater que les méthodes de cultures basées sur l'utilisation de pesticides, et la manipulation génétique, n'ont rien fait pour mettre un terme à ce fléau. La recherche montre, au contraire, que le mode de production familial, traditionnel, basé sur des principes d'équité et d'équilibre écologique est beaucoup plus efficace que l'agriculture industrielle. La voie à suivre, qui permettrait de répondre aux besoins futurs de la planète en supprimant le spectre de la famine, serait l'établissement d'un système d'exploitation des ressources dans lequel ceux qui travaillent auraient voix au chapitre, et une meilleure rétribution pour leur labeur. Les inégalités constituent, de nos jours, la véritable cause de la faim, et si nous ne faisons rien pour y remédier, les conséquences seront demain inéluctables. En nous attaquant aux inégalités, nous pouvons éliminer la faim, ralentir la croissance démographique et produire plus de nourriture de manière plus durable.

En dernière analyse, parvenir à nourrir six milliards d'êtres humains ou davantage dépend de notre volonté politique. Il est temps de nous organiser en un mouvement mondial civique et de récupérer le contrôle du système alimentaire, pour le mettre au service d'une alimentation saine pour tous.

[www. foodfirst.org](http://www.foodfirst.org)

Auteur : Peter Rosset, Peter Rosset, coauteur de la Faim dans le monde : 12 mythes, est directeur exécutif de Food First : Institut pour la politique alimentaire et le développement, établi à Oakland, en Californie.

Thématiques : [environnement](#), [femmes](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()